

Mariages et divorces internationaux

Les alliances sont-elles inscrites dans l'espace ?

Une application au Moyen-Orient contemporain

Ni l'enjeu économique, ni l'enjeu religieux ne suffisent à la compréhension de la manière dont se forment les alliances et les lignes de front des conflits géopolitiques. Cette compréhension implique avant tout de prendre en considération les luttes sociales et populaires qui en sont bien souvent la racine. Au Moyen-Orient, cela va de la séculaire résistance palestinienne à la récente diffusion du « printemps arabe » au Yémen, Bahreïn, en Syrie. Le conflit est-ouest du XXe siècle laissa quelques traces : persistance jusqu'en 1990 d'une division nord-sud du Yémen, pratique du parti unique panarabe en Irak et en Syrie, partiellement inspirée de la pensée léniniste. Mais au XXIe siècle, les idéologies religieuses semblent avoir remplacé les idéologies politiques dans la récupération des révoltes populaires, comme le montre la révolution iranienne de 1978-1979, qui a débouché sur la victoire de l'Islam politique d'inspiration chiite. Le salafisme, officiel adopté par la famille des Saoud au pouvoir en Arabie saoudite sous le nom de wahabbisme, sera bientôt contesté de l'intérieur par les tenants d'un jihadisme violent, et de l'extérieur par le mouvement des « Frères musulmans », version sunnite de l'Islam politique. La division du monde musulman entre des espaces sunnites et d'autres chiites relève à l'origine d'un différend politique concernant la gouvernance des territoires de l'Islam à l'époque de la formation de cette religion. Elle s'est figée au cours du temps en une simple opposition entre deux formes différentes de pratique religieuse.

Or, face à la complexité des enjeux des conflits contemporains, la tentation est grande de présenter l'opposition sunnite/chiite comme la clef miracle de compréhension de ces conflits : il y aurait d'un côté un bloc sunnite, emmené par l'Arabie Saoudite entourée des émirats du Golfe persique et de l'autre, un bloc chiite, constitué autour de l'Iran et de son allié syrien.

Il existe bien une alliance des pays de la péninsule arabique ; si l'ennemi extérieur qui la fonde est désigné comme étant l'Iran, son véritable ciment est la crainte d'un ennemi intérieur, menace contre le pouvoir des autocrates de la région. L'appellation de sunnite, si elle est loin d'être en phase avec la pratique religieuse de la totalité des peuples membres, peut se justifier à partir de la pratique des familles régnantes les plus influentes au sein de cette alliance.

Mais y a-t-il une rationalité religieuse qui explique cette alliance ? Cette question pourrait être comprise de deux manières : ces pays sont-ils alliés parce que leurs peuples

partageraient la même pratique religieuse ? Les familles régnantes ont-elles choisi cette alliance *parce qu'elles* partageaient le rite sunnite ?

La première hypothèse revient à surestimer l'influence de l'opinion publique sur les décisions des acteurs étatiques, l'importance que l'opinion publique elle-même attache à la religion, et le lien qu'elle établit entre le religieux et le politique.

La seconde hypothèse suppose de définir un « intérêt sunnite » en soi, ce qui ne résiste pas à l'analyse.

En fait, une rationalité religieuse de l'alliance sunnite ne pourrait découler que de la rationalité religieuse d'une hypothétique alliance « chiite » qui lui ferait face. Si l'on arrivait à prouver que, en face de la péninsule arabique, il y a une alliance (voire un acteur isolé) dont la rationalité serait de propager sur l'autre rive le rite chiite au détriment du rite sunnite, on prouverait *ipso facto* la rationalité religieuse de l'alliance qui s'en défend.

Il existe une alliance stratégique ancienne entre deux pays : l'Iran et la Syrie, mais dont la motivation est tout sauf religieuse. Si les Iraniens sont des chiites pour 80 à 90% d'entre eux, et si l'Iran est le seul Etat ayant fait du chiisme sa religion officielle, le chiisme est en revanche minoritaire dans la population syrienne. Les alaouites sont au pouvoir à Damas, mais leur qualification de chiites ne fait pas l'unanimité. Dans ces conditions, il est difficile d'expliquer l'alliance entre la Syrie des Assad et l'Iran des mollahs par une communauté de vue religieuse.

La véritable motivation de leur alliance était, dès 1979, le besoin pour chacun de rompre son « isolement » diplomatique. Il est frappant de constater que tous les acteurs se sentaient alors « isolés » et en danger : isolement syrien après la rupture avec un Irak occupant le même créneau du panarabisme laïc, isolement de la jeune république islamique iranienne en butte à l'anathème occidental et à l'agression irakienne, crainte irakienne de l'encercllement par les voisins syrien et iranien et de la contagion de la révolution iranienne sur sa population majoritairement chiite mais socialement marginalisée.

Donc, dans les années 1980, les deux principaux peuples chiites de la région, au regard des données objectives de la démographie religieuse, loin d'être soudés par un quelconque arc, étaient au contraire séparés par une ligne de front. Certes, la situation a totalement changé au XXI^e siècle. La ligne de front n'existe plus entre l'Iran et un Irak passé sous le contrôle des Etats-Unis en 2003, et dont l'Etat est tellement affaibli qu'il ne peut plus avoir la moindre velléité agressive à l'égard de ses voisins. Pour autant, l'Etat irakien actuel (octobre 2018) peut-il être considéré comme la troisième dimension de l'alliance ancienne formée entre la Syrie et l'Iran, qui donnerait de la pertinence à l'idée d'une alliance chiite ?

Tous les chiites irakiens ne sont pas pro-iraniens, bien au contraire. Ceux qui sont au pouvoir dénoncent les ingérences iraniennes, tandis que les Etats dits « sunnites » de la région, en contribuant pour le tiers à la reconstruction de l'Irak, ont montré qu'ils ne croyaient pas eux-mêmes à un quelconque engagement irakien dans une hypothétique alliance chiite. Enfin, c'est peu de dire que la pourtant jeune démocratie parlementaire irakienne ne passionne pas les foules, qui n'ont que peu participé aux élections législatives, et qui se soucient largement plus de l'emploi et de la lutte contre la corruption que de la politique étrangère du pays. Et même si la population irakienne reste majoritairement chiite, les partis, activistes et milices chiites ne recueillent pas forcément l'adhésion populaire.

L'alliance entre la Syrie et l'Iran, avérée mais qui ne mérite décidément pas le qualificatif de chiite, ne s'élargit pas à l'Irak. Le pouvoir iranien, isolé jadis lors de la guerre contre l'Irak, aujourd'hui face à la coalition du Golfe, cherche à promouvoir son extension, mais sans grand succès.

Récapitulons. Craignant l'exportation de la révolution islamique, les Irakiens ont jadis attaqué l'Iran, qui réagit par l'alliance avec la Syrie, perçue par les Syriens comme une solution à leur sentiment d'isolement et comme une menace d'encerclement par les Irakiens, lesquels répondirent en se rapprochant des monarchies sunnites du Golfe persique. Alors les Iraniens, redoutant un encerclement sunnite, cherchèrent des appuis dans les populations chiites du Liban et de la péninsule arabique, ce que les monarques sunnites du Golfe perçurent comme autant de menaces chiites, auxquelles elles prétendirent faire face en bombardant le Yémen et en se rapprochant d'Israël et de la Turquie, ce que les Iraniens considèrent comme un encerclement sunnite.

Décidément, la peur est un bien meilleur faiseur d'alliances que la foi !